

## Au-delà des pressions politiques, stratégiques et économiques qui pèsent aussi bien sur les États-Unis que sur l'Iran, la guerre aura des implications sur l'équilibre des pouvoirs au Moyen-Orient et au-delà.

*Dr. Gawdat Bahgat*, professeur émérite au Centre d'études stratégiques sur le Moyen-Orient et l'Asie du Sud de l'Université nationale de la Défense, et auteur de 11 ouvrages consacrés au Moyen-Orient et à la politique étrangère des États-Unis (article soumis le 10 mars 2026).

# LA GUERRE DES ÉTATS-UNIS ET D'ISRAËL CONTRE L'IRAN : UNE ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE

Depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, la vaste région du Moyen-Orient a été le théâtre de plusieurs vagues de violences sanglantes et de guerres. Cette longue liste comprend la guerre contre le terrorisme, le renversement de Saddam Hussein, les guerres civiles en Libye, en Syrie, au Yémen et au Soudan, les attaques du Hamas contre Israël et les opérations militaires de ce dernier à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, au Yémen et en Iran. Avant octobre 2023, un fragile équilibre des pouvoirs régionaux plaçait la République islamique d'Iran et ses alliés dans une position relativement forte face à Israël et aux États-Unis. Le Hamas contrôlait Gaza ; le Hezbollah, doté d'un important arsenal de missiles, représentait un sérieux défi pour Israël ; les Houthis avaient pris le contrôle des zones les plus peuplées du Yémen ; et les pays arabes avaient commencé à limer les aspérités avec le président Bachar al Assad de Syrie et rétabli des relations diplomatiques avec Téhéran. Enfin, l'Iran disposait d'une capacité balistique étendue et sophistiquée ainsi que de réserves d'uranium enrichi pouvant servir de monnaie d'échange dans les négociations diplomatiques visant à sortir de l'impasse sur son programme nucléaire.

Ces dynamiques stratégiques ont radicalement changé au cours des deux dernières années. La plupart des alliés de l'Iran ont été affaiblis, ses installations nucléaires ont été détruites et sa capacité balistique a été réduite. Malgré ces revers, la République islamique n'a pas été vaincue. Non seulement le gouvernement a survécu à la perte de ses alliés régionaux, mais, ce qui est tout aussi important, il a réussi à mettre fin aux troubles et aux manifestations à l'échelle nationale déclenchés

par la hausse de l'inflation et la stagnation économique au début de cette année. Dans ce contexte, les États-Unis et Israël ont lancé une nouvelle guerre contre l'Iran fin février. Il faudra un certain temps pour comprendre les motivations derrière ces attaques, ainsi que leurs ramifications économiques et stratégiques.

### ATTAQUER L'IRAN : LE POINT DE VUE DE WASHINGTON

Aussi bien lors de sa campagne électorale pour la Maison Blanche que dans la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis, publiée fin 2025, Donald Trump avait promis de ne pas entraîner le pays dans une nouvelle guerre sans fin, à l'image de celles en Afghanistan et en Irak. Cependant, au cours de sa première année au pouvoir, il s'est montré désireux de projeter la puissance militaire des États-Unis et d'attaquer ses adversaires. Le succès du bombardement des installations nucléaires iraniennes en juin 2025 et la capture du président vénézuélien, Nicolás Maduro, en janvier de cette année semblent avoir encore renforcé la conviction de Trump de faire usage de la puissance militaire des États-Unis.

Les opposants à Trump critiquent sa décision d'attaquer l'Iran pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il n'a pas réussi à convaincre le peuple des États-Unis de la nécessité de la guerre, il n'a pas obtenu l'autorisation du Congrès pour entrer en guerre et il n'a pas formé de coalition internationale. Les alliés arabes et européens des États-Unis n'ont pas été consultés et, en réalité, nombre d'entre eux ont exercé des pressions pour éviter une



confrontation militaire. Deuxièmement, de nombreux citoyens des États-Unis, y compris les partisans du président, ne sont pas d'accord avec son affirmation selon laquelle l'Iran représentait « une menace imminente » pour le pays. Après les graves dommages subis par les installations nucléaires en juin, rien n'indiquait que l'Iran ait repris son programme d'enrichissement d'uranium. De plus, les services de renseignement des États-Unis avaient conclu qu'il faudrait au moins une décennie à l'Iran pour construire des missiles à longue portée capables d'atteindre les États-Unis. Troisièmement, les objectifs de l'administration Trump ne sont pas clairement définis. Le président et d'autres hauts responsables ont évoqué la nécessité d'empêcher l'Iran de fabriquer des armes nucléaires, de détruire ses capacités balistiques et navales, de mettre fin à son soutien aux organisations terroristes et de faire cesser la violence à l'encontre des dissidents politiques et des manifestants. Après quelques jours de guerre, Trump a ajouté un objectif supplémentaire : le changement de régime. Le président a également écarté tout accord diplomatique et a exigé à la place une « capitulation sans condition ».

Les attaques menées par les États-Unis et Israël, ainsi que l'attitude défiante de l'Iran, ont mis en évidence la pression politique, stratégique et économique à laquelle est confrontée l'administration Trump. Au niveau national, le président doit convaincre ses concitoyens que les « menaces imminentes » de l'Iran justifient les risques et les sacrifices des hommes et des femmes qui servent dans l'armée, la hausse du coût de l'énergie, la chute des marchés boursiers et des indices de popularité. Un conflit prolongé aux objectifs peu clairs et changeants risque de nuire au Parti républicain lors des élections de mi-mandat de novembre prochain. L'opposition croissante à la guerre ne se limite pas aux démocrates. Des personnalités de premier plan du mouvement *Make America Great Again* (MAGA), comme Tucker Carlson, ont exprimé de vives réserves et se sont demandé si la guerre était cohérente avec le pro-

Écran numérique affichant l'image de Trump et les mots « Merci, Dieu et Donald Trump ! ». Tel Aviv, 10 mars 2026./ERIK MARMOR/GETTY IMAGES

gramme *America first*. De plus, de nombreux analystes, tant de droite que de gauche, ont fait valoir qu'Israël avait entraîné les États-Unis dans la guerre. Depuis son investiture en janvier 2025, Trump a rencontré le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, à sept reprises (plus qu'avec tout autre dirigeant étranger). Enfin, malgré l'impressionnante puissance militaire des États-Unis, l'histoire nous enseigne qu'il est bien plus facile de déclencher des guerres que de les terminer.

#### DÉFENDRE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE : LE POINT DE VUE DE TÉHÉRAN

Depuis la création de la République islamique en 1979, ses dirigeants ont considéré les États-Unis et Israël comme leurs ennemis jurés. Le pays est soumis à des sanctions économiques et diplomatiques imposées par les États-Unis depuis plus de quatre décennies, et les responsables israéliens n'ont cessé de réclamer le renversement du gouvernement de Téhéran. Pendant de nombreuses années, le défunt ayatollah Ali Khamenei avait soutenu que le programme nucléaire n'était pas la cause de cette animosité. Il affirmait plutôt que Washington n'avait jamais accepté la révolution islamique et avait eu recours à la pression économique et à l'isolement diplomatique pour la saper. Le recours à la force militaire, selon cet argument, a pour objectif de mettre fin à la République islamique.

Les dirigeants politiques et militaires iraniens sont conscients de la profonde vulnérabilité actuelle de leur nation. Leurs alliés régionaux ont été gravement affaiblis et leurs capacités de défense et de dissuasion ont été considérablement détruites. Malgré ces revers, le gouvernement reste combatif. Les dirigeants iraniens consi-

dèrent les attaques des États-Unis et d'Israël comme une guerre existentielle. S'appuyant sur cette perception, ils ont adopté une stratégie de « crise finale ». L'objectif principal est de survivre et de mettre rapidement fin au conflit. Cette stratégie vise à augmenter le coût et la pression sur le président Trump afin qu'il mette fin à la guerre. Fermer le détroit d'Ormuz, bloquer les pétroliers et les navires-citernes de gaz, et attaquer les bases des États-Unis dans les pays voisins font partie de cette stratégie.

Sur le plan intérieur, depuis les premières années de la République islamique, le gouvernement n'a fait preuve que de peu, voire d'aucune tolérance envers l'opposition politique. Depuis plus de quatre décennies, aucun groupe d'opposition organisé n'a été en mesure de défier le gouvernement de Téhéran. Reza Pahlavi, le fils exilé du dernier shah, vit hors du pays depuis 1978. On ne sait pas s'il bénéficie d'un soutien suffisant en Iran. Ces derniers mois, il a exhorté le président Trump à « finir le travail » et à mettre fin à la République islamique. Reza Pahlavi s'est également rendu en Israël et a rencontré Netanyahu.

L'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (MEK par son acronyme en anglais) n'est pas non plus considérée comme une alternative viable. Fondée en 1965 en tant que groupe islamiste de gauche, elle a mené une lutte armée contre le shah et a participé à la révolution de 1979. Mais après avoir perdu une lutte de pouvoir contre l'ayatollah Khomeini, elle s'est exilée en Irak et a ensuite combattu aux côtés des forces irakiennes dans la guerre contre l'Iran. Elle a été désignée comme organisation terroriste par le Département d'État des États-Unis jusqu'en 2012. Depuis lors, elle entretient de bonnes relations avec Washington et d'autres pays européens. Le premier jour de la guerre, la dirigeante du MEK, Maryam Radjavi, a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire qui transférerait la souveraineté au peuple iranien et établirait une république démocratique. Tout comme le fils du shah, rien n'indique que le groupe bénéficie d'un soutien en Iran, où il est considéré comme une secte et un ennemi non seulement du gouvernement, mais aussi du peuple iranien.

Une autre question importante concerne la composition ethnique complexe de l'Iran. Les divisions sectaires sont moins problématiques que les divisions ethniques. La majorité des 90 millions d'Iraniens sont chiïtes, avec de petites minorités sunnites, chrétiennes, juives, entre autres. Par ailleurs, les Perses représentent environ 60 % de la population, les autres groupes ethniques étant les Azéris, les Kurdes, les Arabes, les Lurs et les Baloutches. La plupart a des racines dans les pays voisins. On ne peut pas écarter les tensions ethniques, mais celles-ci se heurtent à au moins deux défis. Premièrement, l'Iran et ses voisins partagent des intérêts communs lorsqu'il s'agit de contenir les aspirations politiques de ces minorités ethniques. Par exemple, la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran sont unis contre un État kurde indépendant. Deuxièmement, en tant que l'une des plus anciennes civilisations du monde, l'Iran possède une forte identité nationale. La plupart, sinon la totalité, de ces groupes ethniques cohabitent depuis des milliers d'années.

Enfin, il est important de ne pas surestimer l'impact de l'assassinat de l'ayatollah Khamenei et d'autres hauts dirigeants politiques et militaires. Contrairement

à l'Irak de Saddam Hussein ou à la Libye de Mouammar Kadhafi, la République islamique n'est pas un régime autoritaire unipersonnel. Il existe plusieurs centres de pouvoir institutionnalisés qui collaborent pour garantir la survie du système. Malgré la puissance militaire écrasante des États-Unis et d'Israël et des décennies de sanctions, rien n'indique une fragmentation de l'élite, du moins pas encore. Les dirigeants politiques, militaires et religieux semblent déterminés à résister aux attaques et à maintenir le système islamique au pouvoir. L'avenir nous dira si cette résistance évoluera sous l'effet des bombardements intensifs et de leurs séquelles.

Dix jours après l'assassinat du guide suprême Ali Khamenei, son fils Mojtaba a été désigné comme son successeur. Il survivra peut-être, ou peut-être pas, à une tentative des États-Unis et d'Israël de l'éliminer. Quoi qu'il en soit, son élection envoie un message clair d'unité au sein de la classe dirigeante politico-militaire de Téhéran et constitue un signe de résistance face à la reddition exigée par Trump, qui réclame une « capitulation sans condition ». Au départ, Ali Khamenei et l'Assemblée des experts ne voulaient pas que Mojtaba devienne guide suprême, craignant l'instauration d'un régime de succession héréditaire, mais ses liens étroits avec le Corps des gardiens de la révolution islamique et la guerre en cours l'ont propulsé au poste le plus élevé.

## RÉACTION RÉGIONALE

Pendant des décennies, la rivalité entre le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et l'Iran a dominé le Moyen-Orient. Les monarchies du Golfe accusaient la République islamique de tenter de contrôler la région, d'exporter sa révolution et de soutenir des acteurs non étatiques. Ces dernières années, les dirigeants relativement jeunes et assertifs du Qatar, d'Oman, de l'Arabie saoudite et des EAU se sont attachés à diversifier leurs économies, à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole, à attirer les investissements privés et étrangers et à se positionner comme des pôles régionaux et mondiaux dans le domaine des technologies émergentes. Ces visions ambitieuses de réforme économique nécessitent une stabilité politique. Dans ce contexte, les États du CCG ont entamé un processus graduel de détente et de rapprochement avec l'Iran et ont renoué des relations diplomatiques. Ils ont également fait pression sur l'administration Trump pour qu'elle n'attaque pas l'Iran.

Les représailles de Téhéran et les attaques contre des bases militaires des États-Unis (et d'autres cibles) ont mis en évidence la fragilité de ce rapprochement entre le CCG et l'Iran. Comme on pouvait s'y attendre, les gouvernements du CCG ont condamné ce qu'ils considèrent comme une violation de leur souveraineté par l'Iran et ont exigé de Téhéran qu'il mette fin à ses attaques de missiles et de drones. Dans le même temps, certaines personnalités publiques étroitement liées à leurs gouvernements ont exprimé leurs inquiétudes concernant la guerre et la stabilité régionale. Le prince Turki al Faysal, ancien chef des services de renseignement saoudiens et ambassadeur aux États-Unis, a accusé Netanyahu d'« entraîner Trump dans une guerre inutile ». Khalaf al Habtoor, un multimillionnaire de Dubaï, s'est fait l'écho de ces senti-

ments. Il a accusé Trump de « placer les États du Golfe au cœur d'un danger qu'ils n'ont pas choisi ». Lors d'une réunion ministérielle extraordinaire de la Ligue arabe tenue par visioconférence début mars, le ministre des Affaires étrangères d'Oman, Sayyid Badr bin Hamad al Boussaïdi, a fait valoir que « les attaques israélo-américaines contre l'Iran ont eu lieu à un moment où les négociations diplomatiques montraient des progrès vers un accord possible ». Oman et les autres pays arabes ont appelé à des efforts diplomatiques urgents pour contenir le conflit.

## DYNAMIQUES MONDIALES

L'issue de la guerre aura sans aucun doute d'importantes implications stratégiques sur l'équilibre des pouvoirs au Moyen-Orient et au-delà. Tout aussi important est le fait que ce conflit aura des répercussions économiques mondiales. Malgré le poids croissant des énergies renouvelables et du nucléaire dans le mix énergétique mondial, le pétrole et le gaz naturel restent les combustibles dominants. De plus, les principaux consommateurs asiatiques et européens dépendent largement des approvisionnements de la région. Les États du CCG, l'Iran et l'Irak possèdent des réserves importantes et sont des producteurs et exportateurs majeurs. La majeure partie de ces approvisionnements transite par le détroit d'Ormuz. Selon l'AEI, environ 25 % du commerce mondial de pétrole par voie maritime transite habituellement par le détroit, ainsi que près de 20 % des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié. La guerre a considérablement interrompu le flux des pétroliers en provenance d'Ormuz. Les marchés de l'énergie, et en fait l'ensemble de l'économie mondiale, ont exprimé leur profonde inquiétude quant aux implications à court et à long terme.

L'impact de cette interruption varie d'un marché à l'autre. La révolution du schiste aux États-Unis a transformé le pays en une superpuissance énergétique mondiale. Washington est le plus grand producteur de pétrole au monde et un exportateur net de pétrole et de gaz. Cela ne signifie toutefois pas que les États-Unis soient à l'abri d'une interruption de l'approvisionnement énergétique. L'économie mondiale est très intégrée et les États-Unis sont un partenaire commercial clé pour d'autres marchés. Il est probable que d'autres grands producteurs et exportateurs, comme le Canada et la Norvège, tirent profit de la hausse des prix.

D'autre part, les marchés consommateurs d'Asie et d'Europe devront procéder à des ajustements fondamentaux. La Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud sont de grands importateurs de pétrole et de gaz du Golfe. Une option consiste à puiser dans les réserves stockées ou à se tourner vers la Russie. Parallèlement, afin de sanctionner le président Vladimir Poutine pour avoir envahi l'Ukraine et de le contraindre à mettre fin à la guerre, l'Europe a considérablement réduit ses importations de pétrole et de gaz en provenance de Russie. Ces dernières années, Moscou a perdu des alliés importants, tels qu'Al-Assad en Syrie et Maduro au Venezuela. Mais le fait que Trump cherche à provoquer un changement de régime en Iran pourrait fournir à Poutine une justification pour sa guerre en Ukraine, et détourner l'attention et les armes de Washington du conflit avec Kiev ; de

plus, Poutine bénéficiera d'une augmentation des exportations de pétrole et de gaz à des prix plus élevés.

De leur côté, sans coordination préalable, ou presque, de la part de Trump, la plupart des dirigeants européens ont exprimé un soutien mitigé à la guerre. Ils ont déploré que les États-Unis et Israël aient lancé les attaques alors que les négociations étaient en cours, mais, dans le même temps, ils ne voulaient pas critiquer publiquement Trump. Lorsque la guerre a éclaté, les dirigeants européens ont dû protéger leurs citoyens et leurs investissements dans le Golfe et respecter leurs accords de défense avec les États du CCG. De plus, l'Europe continue d'importer environ 90 % de sa consommation de combustibles fossiles, et une grande partie de ces importations provient du Golfe. Enfin, le Moyen-Orient est l'arrière-cour de l'Europe. L'instabilité dans le Golfe peut provoquer des vagues de réfugiés, d'immigrants et de trafic de drogue.

## LA VOIE À SUIVRE

À un moment donné, espérons-le le plus tôt possible, l'administration Trump affirmera avoir détruit le programme nucléaire iranien, ses capacités navales, ses drones et ses missiles, ainsi que les menaces pesant sur Israël et d'autres puissances régionales. De son côté, le gouvernement iranien, s'il survit à la guerre, fera valoir qu'il a gagné en tenant tête aux armées les plus puissantes du monde et de la région. Au-delà de ces affirmations et contre-arguments, il faudra faire face à de nombreuses incertitudes d'après-conflit :

– Quel sera l'impact de la guerre sur les élections de mi-mandat aux États-Unis en novembre et sur les années qui restent à l'administration Trump ? Et quelles leçons militaires peut-on tirer de cette guerre ?

– Quels ajustements la République islamique et le nouveau guide suprême devront-ils opérer pour garantir la survie du système et rétablir la dissuasion face à leurs adversaires ?

– Les dirigeants israéliens élaboreront-ils une stratégie politique pour garantir une coexistence pacifique avec leurs voisins après leurs campagnes militaires à Gaza, au Liban, en Syrie, au Yémen et en Iran ?

– Comment les États du CCG et l'Iran peuvent-ils rétablir la confiance et relancer la désescalade et le rapprochement ?

– Comment la Turquie gèrera-t-elle ce changement dans l'équilibre des pouvoirs régional ?

– Comment les marchés énergétiques mondiaux (tant les consommateurs que les producteurs) réagiront-ils à cette importante interruption de l'approvisionnement en pétrole et en gaz ?

– Le conflit aura-t-il un impact sur la guerre en Ukraine, la politique de la Chine à l'égard de Taïwan et les relations entre l'Europe et les États-Unis ?

Les réponses à presque toutes ces questions, et à bien d'autres encore, resteront ambiguës pendant très longtemps. Ce qui est clair, cependant, c'est que dans une guerre, il n'y a pas de vainqueurs : toutes les parties sont perdantes. Ce conflit a coûté très cher à toutes les parties concernées, le Moyen-Orient est moins stable et le monde est moins sûr. Il faut espérer que la raison l'emportera dans le contexte postérieur au conflit./